

GLGL

DAB0131 4 I 0309 /AFP-IJ78

France-Rwanda fltl

Le ministre rwandais des Affaires étrangères à Paris pour plaider la cause de son gouvernement

PARIS, 27 avr (AFP) - Le ministre rwandais des Affaires étrangères, M. Jérôme Bicomupaka, dont le pays est toujours déchiré par la guerre civile, se trouve à Paris dans le cadre d'une tournée européenne pour plaider la cause de son gouvernement et demander le soutien de la France pour l'arrêt des combats entre Hutus et Tutsis, apprend-on mercredi de sources informées.

Le ministre appartient au gouvernement intérimaire mis en place après la mort du président Juvénal Habyarimana et qui n'est pas reconnu par les rebelles armés du FPR (Front patriotique rwandais), composé de l'ethnie minoritaire Tutsie.

Le FPR, qui a décrété lundi un cessez-le-feu unilatéral, déjà violé depuis mardi, qualifie ce gouvernement de "clique d'assassins".

M. Bicomupaka, arrivé lundi dans la capitale française, s'est entretenu avec des responsables de l'Afrique à la présidence, au ministère des Affaires étrangères et au siège du Premier ministre.

Paris, selon des sources informées, souhaiterait une meilleure coordination des tentatives de médiation africaines en particulier de la Tanzanie et de l'Ouganda, avec le soutien de l'ONU et des pays observateurs des accords de paix d'Arusha (France, Etats-Unis, Grande-Bretagne et Belgique) signés en août 1993, après trois ans de guerre civile entre le gouvernement et le FPR devenus depuis lettre morte.

Une nouvelle tentative de réunir les parties en guerre à Arusha a échoué à la fin de la semaine dernière, seul le FPR ayant fait le voyage.

La France qui a dépêché des avions et des troupes pour évacuer ses ressortissants n'envisage pas pour le moment un autre type d'intervention que des efforts d'encouragement diplomatique, déclare-t-on de source informée à Paris.

suivra

AFP 271707 GMT APR 94

GLGL

DAB0132 4 I 0354 /AFP-IJ84

France-Rwanda flt2-der

Le ministre...

PARIS - Le gouvernement intérimaire a été formé après la mort le 6 avril du président Habyarimana, qui a précipité le Rwanda dans la guerre civile et des tueries, essentiellement de Tutsis par les Hutus, qui ont fait près de 100.000 morts, selon les organisations humanitaires.

Le président rwandais avait été tué avec son homologue burundais, M. Cyprien Ntaryamira, quand leur avion s'est écrasé alors qu'il s'apprêtait à atterrir à Kigali. Selon les autorités rwandaises, il a été abattu par un tir de roquette.

Paris a par ailleurs décidé d'envoyer à Bujumbura un avion chargé de 38 tonnes de vivres et matériels de première urgence destiné aux réfugiés rwandais ayant fui leur pays pour le Burundi, pour éviter toute "contamination" entre les deux pays, selon un responsable français.

Demeuré dans un premier temps calme après la mort du président Ntaryamira, le Burundi est également le théâtre d'incidents armés entre bandes armées de Hutus, ethnies majoritaires également dans ce pays et des militaires tutsis.

Ce pays avait été le théâtre de terribles affrontements inter-ethniques qui ont fait des dizaines de milliers de morts, après l'assassinat du premier président hutu du pays, M. Melchior Ndadaye, le 21 octobre 1993 lors d'un coup d'Etat militaire manqué.

Plusieurs personnalités du monde politique et culturel français dont des responsables de SOS Racisme, l'ancien ministre de l'Action humanitaire Bernard Kouchner, et l'acteur Michel Piccoli ont lancé mercredi un appel pour l'"arrêt des massacres au Rwanda.

Ils ont notamment demandé à l'Union européenne et au Conseil de l'Europe, ainsi qu'au gouvernement français de "condamner les massacres commis par les Forces armées rwandaises sur les populations civiles innocentes" et de "faire pression" pour leur arrêt et d'agir pour que "le rôle de la Force de l'ONU (MINUAR) soit renforcé" et que "le même dispositif soit mis en place pour les victimes rwandaises que pour la population française" (protection et évacuation des populations civiles, aides aux orphelins).

mj/jm/fxh

a

AFP 271713 GMT APR 94

GLGL

DAB0153 4 I 0321 /AFP-KY14

Rwanda-Ouganda flt1

Le ministre rwandais des AE accuse le président ougandais et les rebelles

BONN, 2 mai (AFP) - Les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) et surtout le président de l'Ouganda voisin sont à blamer pour le bain de sang au Rwanda, a affirmé lundi à Bonn le ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire rwandais.

Au cours d'une conférence de presse, Jérôme Bicamumpaka a accusé le président ougandais Yoweri Museveni d'avoir provoqué tous les problèmes rwandais et affirmé que la mort du président Museveni entraînerait la fin de ceux-ci.

M. Bicamumpaka a dit que les rebelles du FPR jouissaient d'un important soutien de l'Ouganda, et estimé qu'il s'agissait d'un plan concocté par le président Museveni pour installer une fédération ethnique comprenant le Burundi et l'est du Zaïre pour asseoir son propre régime.

Le ministre, qui effectue une tournée pour obtenir un soutien diplomatique au régime hutu de Kigali, a affirmé qu'on ne pouvait parler de génocide ou de massacres dirigés par un groupe ethnique contre l'autre, puisque les Hutus et les Tutsis étaient victimes de violences.

Il a également affirmé que le nombre de 100.000 à 200.000 morts était "très exagéré" et le résultat d'un "campagne de désinformation" tendait à donner l'impression que les Hutus tuaient les Tutsis. Il n'a voulu citer le chiffre que de "quelques dizaines de milliers" de morts.

Il a accusé le FPR à majorité tutsie d'avoir abattu l'avion emprunté par le président Juvenal Habyarimana le 6 avril et d'avoir lancé les meurtres de civils qui ont suivi. Il a estimé à 30.000 hommes les troupes fraîches arrivées d'Ouganda pour rejoindre les rebelles.

Mais il a insisté sur le fait que son gouvernement était attaché à la paix au dialogue et à l'accord de partage du pouvoir que le gouvernement du président Habyarimana avait signé à Arusha, en Tanzanie, avec les rebelles.

suivra

AFP 021952 GMT MAY 94

GLGL

DAB0191 4 I 0300 FRA /AFP-W015

Rwanda-USA

Le ministre rwandais des Affaires étrangères reçu à l'ambassade des Etats-Unis à Paris

PARIS, 29 avr (AFP) - Mme Avis Bohlen, ministre-conseiller de l'ambassade des Etats-Unis en France, s'est entretenue vendredi à l'ambassade avec le ministre rwandais des Affaires étrangères Jérôme Bicomumpaka et a souligné que le gouvernement rwandais avait "la responsabilité de faire tout ce qui est en son pouvoir pour mettre fin à la violence qui a fait un nombre estimé de 100.000 morts".

M. Bicomumpaka, membre du gouvernement de transition, non reconnu par la principale force d'opposition, le Front Patriotique Rwandais (FPR), séjourne en visite privée en France, où il a notamment été reçu mercredi sur sa demande au ministère des Affaires étrangères.

Mme Bohlen, précise un communiqué de l'ambassade des Etats-Unis à Paris, a demandé au gouvernement intérimaire du Rwanda de publier "une déclaration claire et sans équivoque condamnant les auteurs des massacres" intervenus depuis "l'assassinat du Président Habyarimana le 6 avril".

Elle a rappelé que les Etats-Unis et l'ensemble de la communauté internationale attendaient du gouvernement rwandais "un engagement ferme de reprendre immédiatement les entretiens d'Arusha et de travailler à la mise en oeuvre pleine et entière des dispositions de l'accord d'Arusha".

Mme Bohlen a demandé la pleine coopération du gouvernement intérimaire pour la protection des personnes déplacées à l'intérieur des frontières du Rwanda ainsi que pour les opérations d'aide humanitaire.

Elle a indiqué que le gouvernement américain, de même que les autres pays et les organisations internationales, étudiaient avec soin le point de savoir "si les événements survenus au Rwanda peuvent être définis comme un génocide".

cc/pvr t

AFP 292001 GMT APR 94

GLGL

DAB0110 4 I 0256 KEN /AFP-HR35

Rwanda-gouvernement fltl

Agathe Uwilingiyimana voulait "organiser un coup d'Etat", selon le parti du président Habyarimana

NAIROBI, 27 avr (AFP) - Le président du Mouvement républicain national pour la démocratie (MRND, au pouvoir au Rwanda) a affirmé mercredi, sur la foi de témoignages de militaires, que le Premier ministre assassiné, Mme Agathe Uwilingiyimana, avait eu "l'intention d'organiser un coup d'Etat contre le président" Juvénal Habyarimana.

Le président Habyarimana est mort le 6 avril, lorsque son avion a été "abattu" à Kigali, selon les autorités rwandaises. Mme Uwilingiyimana a été tuée le lendemain par des éléments de la garde présidentielle.

Le président du MRND, Matthew Ndirumapatse, et le ministre du Commerce du gouvernement intérimaire, M. Justin Mugenzi, ont donné, au cours d'une conférence de presse à Nairobi, leur version de la tragédie rwandaise. "Je ne cherche pas à justifier un assassinat, mais j'essaie de trouver les raisons qui ont poussé les militaires à faire cela", a dit M. Ndirumapatse.

"Deux jours avant, le Premier ministre avait convoqué quelques officiers supérieurs et leur avait dit son intention d'organiser un coup contre le président", a-t-il insisté.

Le président du MRND a également affirmé que les dix Casques bleus belges, qui la protégeaient et ont été tués, étaient tombés "dans une bataille", démentant qu'ils aient été abattus après avoir été désarmés. "Un lieutenant belge a tiré sur un caporal rwandais, c'est comme ça que tout a commencé, a-t-il ajouté.

suivra

AFP 271454 GMT APR 94

GLGL

DAB0111 4 0342 /AFP-HR39

Rwanda-gouvernement flt2-der

Agathe...

NAIROBI - Le président du MRND a ensuite nié l'existence de milices organisées et armées par son parti, accusées d'avoir pris une part active dans les massacres qui ont suivi la mort du président. Pour lui comme pour le ministre du commerce, les massacres sont la conséquence de "la colère populaire", qu'il est "très difficile de contrôler".

"Condamnant fermement les massacres" et "déterminés à en poursuivre les auteurs", tous deux ont accusé le Front patriotique rwandais (FPR) d'avoir déclenché les combats avant le début des tueries entre Hutus et Tutsis, contrairement à ce qu'affirment les rebelles tutsis.

M. Mugenzi a également estimé qu'il ne faisait "guère de doute" que "le crime" --le meurtre du président Habyarimana-- "bénéficie au FPR", suggérant qu'il en est l'auteur. Il a aussi accusé l'Ouganda de soutenir le FPR.

Interrogé sur la raison pour laquelle la Mission des nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) n'avait pas été autorisée à se rendre sur les lieux où s'est écrasé l'avion présidentiel, près de l'aéroport, M. Ngirupatse a estimé que "la MINUAR aurait dû être là pour protéger l'aéroport". "Il ne faut pas se demander pourquoi elle n'a pas pu y aller, mais pourquoi elle n'était pas là avant", a-t-il ajouté.

La "boîte noire" de l'avion a été récupérée par le gouvernement, qui n'a encore eu ni le temps ni les moyens de mener une enquête, a dit M. Mugenzi.

Interrogé également sur les raisons pour lesquelles deux cessez-le-feu décrétés unilatéralement par les deux belligérants n'avaient pas abouti à un arrêt des combats, M. Mugenzi a relevé que "les termes" des deux cessez-le-feu n'étaient pas les mêmes et les "conditions" posées différentes.

"Nous devons confronter les deux documents, négocier et conclure un cessez-le-feu commun", a-t-il ajouté. Selon M. Mugenzi, "les massacres cesseront quand les combats s'arrêteront", alors que le FPR présente le problème différemment, estimant que les massacres doivent cesser d'abord.

at/ds t

AFP 271459 GMT APR 94